

**Nations unies - 50ème session de la
commission de la population et du
développement - Intervention de M.
Jean-Marie Le Guen, secrétaire
d'État chargé du développement et
de la Francophonie**
(New York, 03 avril 2017)

Je souhaiterais commencer par présenter moi aussi mes condoléances après l'explosion dans le métro de Saint-Pétersbourg et adresser un message de soutien au gouvernement russe.

Je souscris naturellement à la déclaration faite au nom de l'UE et de ses États membres. Je vais faire les remarques qui vont suivre à titre national.

La France se félicite de la tenue de cette 50ème session de la commission de la population et du développement. Nous partageons pleinement la thématique choisie : l'évolution de la structure par âge de la population et le développement durable. Sous ses différents aspects, la transition démographique nous concerne tous.

Pour la France, la transition démographique signifie avant tout que nous devons nous adapter au vieillissement de notre population. Nous avons fait le choix d'adapter nos politiques sociales pour accompagner ce phénomène, qui touche d'ailleurs le continent européen, la plupart des pays développés et de plus en plus les pays émergents.

En 2016, nous avons adopté une loi essentielle, pour adapter la société au vieillissement dont la priorité est l'accompagnement à domicile afin que les personnes âgées puissent vieillir chez elles dans de bonnes conditions.

Je le disais, la transition démographique nous affecte tous. Tandis que la France et l'Europe, notamment, sont touchées par le vieillissement, les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux au plan mondial.

C'est une bonne nouvelle : c'est le signe que la mortalité recule, cela témoigne de la vitalité des sociétés. C'est aussi une promesse pour l'avenir, car une jeunesse dynamique peut accélérer le développement de la société. La multiplication des start-ups en Afrique, par exemple, dont les idées essaient sur d'autres continents, témoigne de la créativité et des potentialités offertes par la jeunesse.

Mais, comme le secrétaire général le souligne dans le rapport qui nous est soumis aujourd'hui, les sociétés ne pourront profiter du «dividende démographique» que si les politiques adéquates

sont mises en oeuvre, en matière d'accès de tous à des services de soins de santé procréative, y compris la planification familiale. Pour répondre aux attentes de cette jeunesse, pour en concrétiser les promesses, les politiques publiques doivent également se concentrer sur l'éducation, sur la formation professionnelle et sur l'emploi. C'est évidemment un enjeu économique majeur, mais aussi un enjeu de stabilité.

Il faut aussi préserver l'avenir de la planète, se conformer pleinement à l'Accord de Paris et à sa mise en oeuvre.

Créer les conditions pour que les jeunes s'épanouissent, travaillent, contribuent au développement, reste le défi premier du XXIème siècle, pour nous tous, gouvernants.

Il faut donner aux jeunes en particulier les moyens de faire des choix libres et éclairés quant à leur vie sexuelle et affective ; leur permettre aussi de faire des choix reproductifs libres. L'accès à des services de santé sexuelle et reproductive abordables, adaptés et de qualité, est donc essentiel.

En 2016, 225 millions de femmes étaient dépourvues d'accès à la contraception. Il est prouvé que le manque d'accès à des méthodes modernes de contraception encourage le recours aux avortements. Nous savons également qu'interdire l'avortement ne réduit pas le nombre d'avortements pratiqués. Près de 22 millions de femmes risquent leur vie chaque année pour éviter une grossesse non désirée.

Nous faisons face aujourd'hui à la montée de conservatismes qui entendent réassigner les femmes à leur unique rôle de mère et à la sphère domestique. Parce que nous avons tous décidé de faire de l'égalité femme-homme une priorité, nous ne pouvons accepter de les renvoyer à un statut archaïque. C'est essentiel en termes de valeurs, pour préserver les droits des femmes et des filles pour lesquels nous nous sommes battus sans relâche. Il s'agit donc bien d'accélérer l'atteinte des Objectifs du développement durable.

Je suis conscient que cela suppose d'intervenir sur des sujets difficiles :

Nous devons mettre en oeuvre des stratégies en faveur de l'abandon des pratiques traditionnelles lorsqu'elles sont néfastes, ainsi des mariages précoces et forcés et des mutilations sexuelles féminines.

Nous devons concentrer notre aide sur les interventions dont le rapport coût-efficacité est le plus élevé comme notamment l'éducation à la sexualité et l'accès à la contraception et à l'ensemble des informations, produits et services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes.

Comme le souligne aujourd'hui Melinda Gates à propos de l'Indonésie dans un article paru dans USA Today, investir dans la contraception contribue à un monde plus stable et plus prospère.

Nous sommes conscients que ces sujets sont complexes et ont des implications multiples. L'égalité entre les femmes et les hommes est un impératif éthique et politique, c'est aussi un facteur d'efficacité des politiques publiques.

Garantir l'accès universel des femmes et des hommes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs est bien une condition du développement durable, ce à quoi nous aspirons tous.

C'est pourquoi la France apporte tout son soutien à l'initiative «She Decides», lancée à l'initiative des Pays-Bas de la Belgique, du Danemark, et de la Suède.

La promotion des droits sexuels et reproductifs doit rester une priorité. La mobilisation des individus, des organisations de la société civile, des entreprises, des fondations, des organisations internationales, et bien sûr, des gouvernements, doit y contribuer.

Je souhaite à la commission plein succès dans ses travaux, je forme le vœu que vos discussions aboutissent à un texte ambitieux, à la hauteur de l'enjeu de la transition démographique.

Je vous remercie./.